Keynes, reviens ! Ils sont devenus fous !

Jacques Cossart, Septembre 2011

Depuis trente ans cette année, la CNUCED (Conférences des Nations Unies sur le commerce et le développement), publie en anglais tous les ans un rapport sur le commerce et le développement connu sous l'acronyme anglais TDR (*Trade and development report*). [La version 2011 est disponible](#) est disponible depuis le 5 septembre.

Dans ce papier, c'est Keynes qui est apostrophé, mais régulièrement, de nombreux personnages de l'Histoire ont ainsi été interpellé pour rappeler que ce qu'ils semblaient avoir démontré clairement était allégrement foulé aux pieds. Peut-être, le rapport annuel de la CNUCED aurait-il pu être ainsi sous-titré ; en tout cas, il ne laisse planer aucun doute quant à l'origine et aux responsables de la crise. La CNUCED fait partie, avec le PNUD (Programme des Nations Unies pour le développement), mis en place dans les années 1950 et l'OIT (Organisation internationale du travail) créée dès après la Première Guerre mondiale, de ces instances des Nations Unies qui doivent être considérées comme des compagnons de route du mouvement social international. Pour autant, le fait que les promoteurs, au début des années 1960, de l'Organisation de Genève soient les pays en voie de développement n'en fait pas, un centre de réflexion révolutionnaire. Par exemple le Consensus de Washington, aux sinistres conséquences, a été capable dans les années 1980 et 1990 de lui imposer ses préceptes qu'elle a toutefois, il est vrai, manipulé de manière moins agressive que les lourds rouleaux compresseurs de la Banque mondiale et du FMI. C'est, précisément, ce qui fait l'attrait de ces TDR ; on y mesure au fil des ans, le recul dans la pensée internationale, du fameux triptyque dogmatique libéral (dérèglementation, libéralisation, privatisation).

Le rapport 2011, riche de données statistiques et graphiques divers dont on trouvera l'inventaire dans la table des matières (pages VII à IX), axe son analyse sur la nécessaire mise en œuvre d'une stricte politique des revenus dans le monde. Il développe sa démonstration autour de trois idées-force : une nécessaire refonte du système monétaire international, une stricte réglementation financière et la mise hors marchés spéculatifs des produits de bases et matières premières. A cet égard, il souligne le rôle néfaste joué par l'AGCS (Accord général sur le commerce des services) et la quasi totalité des accords bilatéraux !

Une hausse des salaires « correspondant approximativement au taux de croissance de la productivité est la meilleure réponse aux anticipations inflationnistes ». On est en plein processus keynésien : le chômage n'est jamais le fait des chômeurs mais celui des employeurs ! Il faut, comme l'affirmait Keynes, considérer les salaires comme rigides à la baisse et s'il faut ajuster, la masse monétaire est là pour cela, contrairement aux pseudo démonstrations de Friedman. Bien entendu, le rapport ne met pas en cause, nommément, le père de monétarisme !

La CNUCED fait observer que, alors que le FMI, l'Union européenne et de nombreux gouvernements ont mis en place d'énormes coupes pratiquées dans les budgets publics au prétexte de regagner la confiance des marchés alors même que « la crise a été causée initialement par la défaillance des marchés financiers ».

A la fin des années 1960 et dans les années 1970, devant le constat que les gains de productivité allaient ralentissant, les propriétaires du capital rameutèrent tout ce que la planète comptait d'économistes bien pensant pour imposer le dogme « salutaire ». Il fallait mettre fin à ce socialisme rampant¹ et laisser enfin les « marchés » guider le monde. Le constat d'aujourd'hui, réduction du pouvoir d'achat et des investissements, devrait amener à déciller les yeux des responsables politiques, s'ils veulent éviter une récession mondiale. Dès le début² de son rapport, la CNUCED fournit les chiffres de la décennie 2000. Après une chute de 3,6 % de leur PIB en 2009 et malgré la légère reprise de 2010, les pays développés ne devraient parvenir en 2011 qu'à une croissance encore légèrement inférieure à celle de 2003. On ne

---

¹L'épouvantail « socialiste » est régulièrement agité pour faire peur ; il a été brandi une fois encore aux États-Unis le 8 septembre 2011 à l'annonce du plan de relance de Barack Obama pour un montant de 447 milliards de dollars.

²Rapport, pages 2 et 4

débat pas ici des bienfaits supposés de la croissance, moins encore de son contenu, on se contentera d'observer avec la CNUCED que l'arrêt, ou la chute, de la croissance s'accompagne d'un même mouvement pour les salaires (il sont tombés de près de 3 % en 2009 au Japon³). Même constat pour le chômage ; on constate, par exemple, dans [le rapport du BIT](#)⁴ que le nombre de personnes officiellement sans emploi dans le monde a bondi de moins de 180 000 personnes en 2007 à plus de 210 000 en 2010 ! Pour être certaine d'être comprise et fustiger les politiques frénétiques conduites par les gouvernements et les banques centrales contre l'inflation, la CNUCED enfonce le clou, « le risque essentiel est que les salaires et les revenus collectifs ne progressent pas suffisamment pour contribuer à un processus de croissance durable et globalement équilibré fondé sur la demande intérieure. Cela signifie que le risque d'une poussée inflationniste due à l'augmentation des prix des produits de base est très faible ».

Le rapport est particulièrement sévère à l'égard des politiques menées face à ce qui est jugé, par tous les propagandistes libéraux, comme la seule conduite qui vaille pour juguler la dette publique : il faut tailler dans les dépenses sociales et baisser les salaires. A propos de la propagande partout assénée au sujet de la dette qui s'apparente davantage à un tissu d'âneries plutôt qu'à une analyse, fut-elle sommaire de la situation, on pourra se reporter à l'ouvrage toujours malheureusement d'actualité « Le piège de la dette publique »⁵. Le rapport rappelle une évidence que seul le dogmatisme empêche de voir, « une politique budgétaire restrictive pour rééquilibrer les finances publiques ou pour réduire la dette publique n'a guère de chances de succès car une économie nationale ne fonctionne pas comme une entreprise ou comme un ménage qui peut épargner davantage en réduisant ses dépenses sans que cela modifie ses recettes ». Le discours à propos de la « faillite » à venir de la Grèce⁶ est pourtant permanent ! Aussi, la CNUCED est-elle parfaitement claire quant à la médecine à appliquer « Pour répondre à une crise, il faut tenir compte de ce qui l'a causée. Si la crise est due à l'éclatement d'une bulle d'actifs, la réponse rationnelle passerait par une réforme financière et même par le contraire d'une politique de compression des dépenses publiques ». C'est, comme on le sait, très exactement la voie choisie par l'Union européenne et le FMI...

On sait combien, pendant trois décennies, le FMI et la Banque mondiale n'ont cessé de recommander « exportez, exportez, il en restera toujours quelque chose ». Passons sur le caractère grotesque d'une telle injonction lancée à tous les pays à la fois pour remarquer que ceux qui sont enviés aujourd'hui ont cessé d'emprunter cette voie. « Dans beaucoup de pays en développement, la croissance a été portée davantage par la demande intérieure que par les exportations ». En Chine⁷ même, objet de tant de convoitises et de récriminations, « la contribution des exportations nettes à la croissance du PIB a diminué, et l'investissement productif et la consommation privée sont désormais les deux grands moteurs de la croissance ».

Au contraire, ce n'est pas sur le marché intérieur que compte l'Union européenne. « La Banque centrale européenne, par exemple, continue à focaliser son attention sur l'inflation globale, et s'est engagée depuis avril 2011 dans une politique de resserrement monétaire. Mais compte tenu de l'énorme volant de main-d'œuvre inutilisé aux États-Unis et en Europe, où même en valeur nominale les salaires n'augmentent pratiquement pas, le risque que l'accroissement des prix des produits de base déclenche une spirale inflationniste est négligeable ». En revanche, la situation est dramatiquement différente pour l'ensemble des pays pauvres⁸ ; c'est à bon droit que le rapport dénonce « la hausse des prix des denrées alimentaires en 2010-2011 [qui] pourrait avoir de graves répercussions sur la sécurité alimentaire, auxquelles s'ajoutent les menaces de famine en Afrique de l'Est. Cette augmentation des prix vient aggraver encore l'extrême pauvreté, puisque la facture des importations alimentaires des pays à faible revenu devrait bondir de 27 % en 2011 ». Pour ne pas être accusé de n'avoir pas été compris, il précise « Vu ces circonstances, un resserrement de la politique monétaire en l'absence de surchauffe

---

3Rapport, pages 18 et 19

4Tendances mondiales de l'emploi : rapport 2011, cf. notamment fig. 4 et fig. 5

5Le Piège de la dette publique, comment s'en sortir, Attac, LLL, mai 2011

6Le PIB de la Grèce représente tout juste 2 % de celui de l'Union européenne ; sa dette publique pèse quelque 4 % des 10 pays les plus endettés de l'Union et environ 3 % de celle des États-Unis

7La dette publique chinoise est évaluée à quelque 18 % de son PIB ; la Chine détient quelque 1 200 milliards de la dette étasunienne

8Le PIB/habitant dans les PMA (pays les moins avancés) n'atteint pas 2 % de celui des pays de l'OCDE

ne semble guère pertinent puisque dans la plupart des cas les effets secondaires ont été limités ». Personne n'est véritablement surpris quand les économistes hétérodoxes affirment et démontrent combien les « marchés » et les savantes pythies des agences de notations ne font, au péril des populations, que donner raison à Keynes quand, par métaphore, il assimilait les cours déterminés par les marchés financiers à un concours de beauté où chacun des jurés désigne la gagnante qui lui semble devoir rassembler le plus de suffrages ! Aussi la CNUCED s'étonne-t-elle « du comportement irresponsable de nombreux acteurs privés des marchés financiers à la veille de la crise, et des interventions coûteuses des gouvernements pour éviter l'effondrement du système financier, il est surprenant qu'une large partie de l'opinion publique et bon nombre de décideurs fassent à nouveau confiance à ces mêmes institutions pour juger ce qui constitue une gestion macroéconomique correcte et des finances publiques saines ». Or gronde-t-elle, un peu comme ces maîtres cherchant à entraîner tous leurs élèves « la marge d'action en matière budgétaire est une variable essentiellement endogène » ; il est donc totalement illusoire de s'en remettre aux marchés financiers. Illusoire, ou fallacieux !

Que faire ? Simple, affirme la CNUCED, il faut réglementer les marchés financiers. « Pour protéger l'économie réelle des retombées préjudiciables induites par les marchés financiers eux-mêmes, il faudrait donc une reréglementation officielle de très vaste portée qui rééquilibre judicieusement la protection du secteur financier, d'une part, et la réglementation des institutions financières, d'autre part, par les autorités ». Cette réglementation est d'autant plus nécessaire qu'une part importante de la finance ne se voit appliquer aucune des règles imposées aux banques. « Au début de 2008, les engagements de ce système étaient près de deux fois supérieurs à ceux du secteur bancaire traditionnel ». Pour couper court aux légendes consistant à prétendre qu'il suffirait de « moraliser » pour se séparer des quelques brebis galeuses qui gangrèneraient l'ensemble du système, on peut lire « comme le problème de l'établissement de prix erronés est une caractéristique systémique des marchés financiers, la réglementation devrait être focalisée davantage sur le système que sur les comportements à l'intérieur du système, afin que celui-ci contribue mieux en général à l'investissement productif réel et à la croissance de l'économie réelle ». Il faut restructurer le secteur bancaire sans se laisser impressionner par les cris d'orfraie que ne manqueront pas de pousser tous les parangons de vertu à la mode Tartuffe, « dans la mesure où la crise financière récente est venue du secteur financier privé, bon nombre des reproches adressés maintes fois ces dernières décennies aux banques publiques ont encore davantage perdu de leur crédibilité. Quand la crise a éclaté, de grandes banques en Europe et aux États-Unis n'ont pu survivre que parce qu'elles ont bénéficié de garanties et de fonds publics ».

A cette crise financière extrême s'entremêle une crise sur les produits de base, alimentaires en particulier, dévastatrice pour les populations les plus fragilisées⁹. Or « du fait de cette financiarisation, les marchés des produits de base obéissent moins à la logique d'un marché normal de marchandises qu'à celle des marchés financiers, où les comportements grégaires prévalent souvent [...] ces fluctuations s'expliquent aussi par l'implication de plus en plus grande des investisseurs financiers dans le négoce des produits de base pour des motivations purement financières ». On sait parfaitement que la fluctuation des prix des produits alimentaires ajoute un handicap supplémentaire pour les populations pauvres. Malgré l'opacité de ces marchés, la CNUCED n'a pas manqué de remarquer « les fortes corrélations existant entre les mouvements des prix des produits de base et les évolutions sur les marchés des actions et des changes qui, comme on le sait bien, ont fait l'objet d'opérations spéculatives ».

Pour juguler cette instabilité des prix des produits de base, la CNUCED réclame quatre mesures : « Premièrement, il faudrait accroître la transparence des marchés physiques [...] Deuxièmement, il faudrait améliorer les flux d'information sur les marchés de produits dérivés adossés aux produits de base ainsi que l'accès à ces flux [...] Troisièmement, il conviendrait de resserrer la réglementation des acteurs financiers, par exemple en plafonnant le volume des positions [...] Quatrièmement, les autorités de surveillance des marchés pourraient être chargées d'intervenir directement, mais ponctuellement, sur les marchés des produits de base en achetant ou en vendant des contrats de produits dérivés pour éviter un effondrement des prix ou pour dégonfler des bulles de prix ». On peut

---

⁹Selon le rapport sur la faim, FAO 2010 le nombre d'êtres humains souffrant de malnutrition avoisine toujours 1 milliard

convenir que si ce dispositif était mis en place, il ne pourrait qu'améliorer la situation ; on peut aussi admettre que le rapport de forces aujourd'hui ne permettrait guère d'envisager d'aller au delà et que la CNUCED ne peut guère outrepasser son rôle. Cependant avec ces quatre mesures, il s'agit davantage de « moraliser » les marchés plutôt que de les supprimer quand il sont nuisibles. Par exemple, si on peut admettre que la vente à terme de récoltes à venir puisse exiger un prix défini et donc qu'une sorte de contrat dérivé puisse être conclu, il conviendrait d'interdire, purement et simplement, la cascade de produits dérivés à laquelle une opération physique aussi classique peut donner lieu¹⁰.

Parmi les éléments qui viennent fortement perturber le fonctionnement de l'économie réelle, le marché des changes¹¹, dont le total annuel représentait en 2010 plus de vingt fois le PIB mondial de la même année, obéit très largement à des mouvements spéculatifs et non au fonctionnement des échanges de biens et services. Ils traduisent, au contraire, de « graves dysfonctionnements du régime mondial des changes[dans lequel] l'absence de système monétaire international laisse à chaque pays le choix de ses politiques de change, même quand ces politiques portent tort à l'économie mondiale en créant des cycles d'expansion et de récession financières et en perturbant le commerce international ». La CNUCED appelle de ses vœux un système dans lequel « les gouvernements et les banques centrales doivent prendre l'initiative de fixer des objectifs en matière de taux de change et de veiller à ce que les déviations par rapport à ces objectifs soient minimales et temporaires ». Puisse-t-elle être entendue ! Pour y parvenir elle propose un flottement des taux destiné à freiner la spéculation ; « il reposerait sur des ajustements constants du taux de change nominal en fonction de l'évolution de la parité de pouvoir d'achat (PPA) ou de la parité de taux d'intérêt sans couverture de change ». Système astucieux qui mettrait le pouvoir politique au centre du jeu -dans le cadre mondial de l'ONU- et dans lequel les opérations spéculatives sur les monnaies disparaîtraient.

Rien dans les propositions de la CNUCED n'est révolutionnaire, mais mis en œuvre, le tout constituerait une avancée significative dans un fonctionnement de l'économie protégé de l'action néfaste de l'intervention excessive des marchés. On entrerait alors dans un fonctionnement où le système monétaire international et le commerce mondial seraient traités comme des biens publics mondiaux et, dès lors, réclameraient une intervention mondiale au long cours qui, aujourd'hui, ne peut se concevoir que dans le cadre de l'ONU. C'est le contre-pied de ce qui se passe en ce moment même.

---

¹⁰Selon le rapport de la BRI (Banque des règlements internationaux) le total des contrats sur dérivés (OTC, over the counter) s'établissait à plus de 600 000 milliards de dollars à fin juin 2011. Sans que ces grandeurs puissent être comparées mais pour fixer les ordres de grandeurs, c'est environ équivalent à 10 fois le PIB mondial

¹¹Selon les chiffres de la [BRI](#), le total des changes s'établissait en avril 2010 à 4 000 milliards par jour contre 3 300 milliards trois ans auparavant.